

Marten Berkman

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Les investissements dans le secteur de l'énergie renouvelable constituent une garantie contre la volatilité des marchés de l'énergie à base de carbone et la fluctuation des exportations. Ils contribuent aussi à l'indépendance énergétique du Canada, tout en aidant le pays à s'affirmer comme chef de file dans le secteur en pleine croissance de l'industrie de l'énergie. Nous devons développer l'expertise et les produits qui ont des retombées locales et peuvent être exportés. Le Canada s'est doté d'un système d'éducation formidable et d'un milieu scientifique dynamique. Il ne faut pas les laisser dépérir à la suite des compressions dans le financement de la recherche générale, mais plutôt investir dans la recherche scientifique fondamentale dans un grand nombre de disciplines dont tirent profit tous les secteurs de la société et des industries canadiennes (par exemple, les problèmes associés au syndrome de l'alcoolisme fœtal dans le domaine des services sociaux jusqu'aux enjeux dans les domaines des sciences physiques comme la géomorphologie au service de la cartographie des risques sur le terrain à la lumière des changements climatiques, les sciences biologiques qui mesurent les impacts de la pollution ou des changements climatiques sur des écosystèmes entiers, de même que sur des milieux comme les fermes et les collectivités locales). Pour ce faire, il faut posséder les laboratoires et les stations locales qui recueilleront les données nécessaires aux points extrêmes du Canada, tant sur le plan géographique que social. Il importe aussi de continuer à investir dans les arts, et dans notre radiodiffuseur public, pour soutenir et faire connaître la production de notre milieu artistique.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Voir la réponse no 1. Diversifier et encore diversifier. Les énergies renouvelables, les technologies de transport axées sur l'efficacité (les entreprises canadiennes ne devraient pas importer des dirigeables produits à l'étranger pour leurs opérations d'extraction minière à distance... on doit être en mesure de développer des solutions susceptibles d'être exportées), les technologies de construction de pointe, l'agriculture régionale en réponse aux problèmes de la sécurité alimentaire, les systèmes et les technologies de recyclage, le tout en préservant l'énergie, les matières premières et les emplois du Canada. L'aide aux manufacturiers canadiens doit être efficace et donc concurrentielle sur des marchés internationaux qui proposent des niveaux de rémunération beaucoup moins élevés. Il faut maintenir ou augmenter le soutien aux arts et renforcer les exigences en matière de contenu canadien qui s'appliquent aux entreprises de radiodiffusion et aux médias imprimés.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Abaisser l'âge de la retraite pour créer des occasions d'emploi pour les plus jeunes; déployer les efforts nécessaires pour offrir des possibilités aux Canadiennes et aux Canadiens qui sont sans emploi ou sous-employés; faire un sérieux effort pour développer des politiques à l'appui de la santé ou du bien-être général au lieu du PIB; investir dans un système d'éducation exceptionnel dès la maternelle, afin de former une jeune génération instruite, créative, compétente et souple.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

On devrait mesurer la compétitivité selon la qualité des produits et ressources et selon notre expertise en matière d'exportation. Et il faudrait évaluer la qualité selon la manière dont nous extrayons nos ressources et dont nous produisons nos produits. Des lois solides sur l'environnement permettant au Canada de s'affirmer à titre de chef de file dans le domaine de l'exportation de ressources respectueuses de l'environnement (c.-à-d. extraites sans impacts négatifs sur l'environnement) constituent un puissant outil concurrentiel dans un marché de plus en plus conscient de notre empreinte écologique. L'approche des chercheurs scientifiques et des gestionnaires de notre système d'éducation publique quant à la formulation de la réflexion à long terme et au cadre de gérance environnemental ne fait qu'ajouter de la valeur à l'approche qualitative que nous adoptons à l'égard des activités durables. On augmente ainsi notre compétitivité. Alors que notre marché du travail ne répond plus aux besoins, nous ouvrons nos portes pour attirer ce que le monde a à offrir de meilleur dans les domaines de la science, du génie, etc. Nous adoptons une approche globale et concurrentielle à la résolution de problèmes.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Je crois que notre environnement, et toute la population canadienne qu'il soutient et inspire, constitue la composante la plus touchée par le budget fédéral présenté dans le projet de loi C-38 de 2012. Il faut restaurer les lois, et soutenir les activités scientifiques qui les justifient, de manière à ce que les besoins des multinationales ne prennent pas le pas sur le patrimoine naturel du Canada. Dans un certain sens, l'économie constitue fait partie intégrante de l'environnement, et non l'inverse.